

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41783]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 42 relatif à l'octroi d'une aide spécifique aux ménages en matière de gaz et d'électricité dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19

RAPPORT AU GOUVERNEMENT WALLON

1. Présentation générale

Le 22 avril, le Gouvernement a décidé d'octroyer une aide ponctuelle de 100 € aux ménages équipés d'un compteur à budget électricité et une aide de 75 € pour les ménages équipés d'un compteur à budget en gaz pour les aider à rembourser la dette qu'ils auront contractée auprès de leur fournisseur durant la période de confinement. Le présent arrêté propose l'octroi de cette aide par le biais d'une recharge du compteur à budget.

L'aide pourra être octroyée jusqu'au 30 octobre. Si certains ménages ne viennent pas récupérer leur aide comme prévu, le solde budgétaire sera réalloué aux CPAS, qui pourront fournir une aide complémentaire aux ménages sous compteurs à budget qui seraient en difficulté pour rembourser leur dette auprès de leur fournisseur. En outre, une aide est prévue pour les ménages précaires concernés par une procédure de pose d'un compteur à budget antérieure au 18 mars et qui ont été maintenu en fourniture X du fait de la période de confinement. Cette aide sera également octroyée par le biais d'un CPAS.

2. Commentaire des articles

L'article 2 prévoit dans son premier paragraphe les dispositions relatives à l'octroi de l'aide par l'intermédiaire du compteur à budget et, au réaligement du compteur au moment de l'octroi de l'aide. Le deuxième paragraphe précise les obligations qui incombent aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'information des clients sur les dispositions adoptées afin de répondre à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 18 mars portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget. Il précise également que les ménages devront être informés une fois par mois des modalités d'octroi de l'aide.

Les paragraphes 3 et 4 précisent les modalités de réalisation du relevé des consommations pour les ménages ayant bénéficié des modalités définies dans l'AGW précité, et de l'envoi au plus tard dans les 30 jours, par les fournisseurs, d'une facture de régularisation reprenant les consommations de la période durant laquelle le prépaiement a été suspendu. Le paragraphe 4 indique qu'en cas de solde positif, le remboursement doit être effectué par le fournisseur dans un délai conforme à ses conditions générales et au plus tard dans les 30 jours.

Le paragraphe 5 spécifie les procédures applicables en cas d'absence de paiement de la facture de régularisation. Les procédures habituelles (rappel, mise en demeure, conclusion d'un plan de paiement) s'appliquent à la facture de régularisation. Par dérogation aux règles habituelles, les frais liés à ces procédures sont plafonnés à un maximum de 5€ par énergie, tel que spécifié au paragraphe 7.

Le paragraphe 6 prévoit l'adoption par le Gouvernement de modalités de remboursement des impayés restant de cette facture de régularisation.

L'article 3 définit les modalités de relevé et de communication par les gestionnaires de réseau de distribution du nombre de clients ayant bénéficié de l'aide, et de la communication de cette information aux fournisseurs et à l'administration. Il spécifie également les modalités d'envoi des déclarations de créances du fournisseur et du fournisseur social à l'administration, la vérification de ces déclarations et leur paiement par l'administration.

L'article 4 prévoit que des moyens spécifiques sont mis à disposition des CPAS, sur base du nombre de ménages bénéficiant du revenu d'intégration social au sein de leur commune, pour aider les ménages équipés d'un compteur à budget à rembourser la dette résiduelle de la facture de régularisation citée ci-dessus, ou les ménages précarisés concernés par une procédure de pose d'un compteur à budget antérieure au 18 mars 2020.

L'article 5 abroge la phrase « L'ensemble des procédures de placement de compteurs à budget en cours sont annulées. Les clients restent alimentés par leur fournisseur selon leur contrat actuel. » de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget, remplacé par erratum le 2 avril 2020. Cette abrogation a été rendue nécessaire par les coûts opérationnels importants que cette disposition générerait pour les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs. Elle aurait également pu générer de l'incompréhension chez les clients concernés, du fait d'informations contradictoires quant à leur situation, ainsi que des coûts supplémentaires pour ces ménages, liés au recouvrement des dettes existantes chez leur fournisseur.

Avis du Conseil d'État n° 67.470/4 du 2 juin 2020

Section de législation

Le 25 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'relatif à l'octroi d'une aide spécifique aux ménages en matière de gaz et d'électricité dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Charles—Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne Vagman, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

Considérant la nécessité d'octroyer de manière urgente une aide spécifique à la suite de la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 et ses conséquences en matière de précarité, en particulier énergétique; considérant la nécessité de réduire l'insécurité juridique pour les gestionnaires de réseau, les fournisseurs et les ménages concernés en modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'arrêté en projet entend instaurer des aides au profit de certains consommateurs de gaz et d'électricité, sous forme d'interventions de la Région wallonne selon le cas, de 75 ou de 100 euros, dans le montant de factures de gaz et d'électricité. Selon l'article 5 du projet, le solde budgétaire éventuel subsistant après le paiement de ces interventions financières sera affecté aux CPAS, en vue d'intervenir dans le paiement de factures d'électricité ou de gaz des ménages précarisés, après enquête sociale, pour les factures visées à l'article 2, alinéa 3, du projet.

Il entend également modifier l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 'portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget', en y abrogeant les phrases suivantes :

« L'ensemble des procédures de placement de compteurs à budget en cours sont annulées. Les clients restent alimentés par leur fournisseur selon leur contrat actuel ».

2. L'arrêté en projet se donne pour fondement juridique l'article 33bis/2 du décret du 12 avril 2001 'relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité' et l'article 32 du décret du 19 décembre 2002 'relatif à l'organisation du marché régional du gaz'.

L'article 33bis/2 du décret du 12 avril 2001 dispose comme suit :

« Aucune interruption de la fourniture d'électricité par le gestionnaire de réseau de distribution résultant de l'utilisation de la fonction de prépaiement ne peut intervenir durant les périodes de week-ends et de soirées. Le Gouvernement précise ces périodes et les modalités de recouvrement ».

Quant à lui, l'article 32 du décret du 19 décembre 2002 est rédigé en ces termes :

« § 1^{er}. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement impose aux gestionnaires de réseaux des obligations de service public clairement définies, transparentes, non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWaPE, entre autres les obligations suivantes :

1° assurer la sécurité, la régularité et la qualité des fournitures de gaz;

2° en matière de service aux utilisateurs :

a) sans préjudice du 5°, assurer le raccordement au réseau à tout client final qui en fait la demande, aux tarifs publiés conformément à l'article 15;

b) installer les appareils de mesurage et de comptages et gérer l'ensemble des données de mesure et de comptage nécessaires à la gestion des réseaux et aux processus de marché;

c) assurer un service efficace de gestion des plaintes;

d) respecter les objectifs de performance définis par la CWaPE, en concertation avec les gestionnaires de réseaux, à tout le moins en matière d'échange de données avec les fournisseurs, de demande de raccordement ou de modification du raccordement en ce compris le placement des compteurs à budget, de gestion des plaintes des utilisateurs du réseau et de gestion des demandes d'indemnisation et de procédure donnant droit à celle-ci, la CWaPE publie annuellement sur son site internet les performances respectives de chaque gestionnaire de réseau au regard des objectifs;

e) (...)

f) assurer la communication des données de comptage permettant à tout client d'exercer les droits associés à son éligibilité;

g) assumer la charge liée à la garantie financière imposée par l'article 25quinquies, § 2, à l'exception de la charge liée à la garantie constituée pour assurer les indemnisations en cas de faute lourde, ainsi que les frais de gestion qu'impliquent les mécanismes d'indemnisation énoncés à la section III du chapitre IV;

h) valider et transmettre au fournisseur les relevés d'index réalisés par les clients avec une périodicité qui ne peut pas être inférieure à trois mois à des fins d'information, de simulation des consommations ou d'adaptation des acomptes tenant compte d'un lissage des consommations sur douze mois;

i) (...)

j) mettre en place la structure adéquate afin que tout changement de fournisseur soit effectué dans les trois semaines suivant réception de la demande;

3° en matière sociale, notamment :

a) appliquer les mesures définies par le Gouvernement lorsqu'un client final est en défaut de paiement envers son fournisseur;

b) assurer, au tarif social, la fourniture de gaz au profit des clients protégés l'éventuelle différence constatée entre le tarif social appliqué au client protégé exclusivement régional, visé à l'article 31bis, § 1^{er}, 2° et 3°, et § 2, et celui appliqué au client protégé fédéral visé à l'article 31bis, § 1^{er}, 1°, reste à charge du gestionnaire de réseau;

c) assurer le placement d'un compteur à budget conformément à l'article 31ter. Si le gestionnaire de réseau de distribution dépasse, pour des raisons qui lui sont imputables, le délai de placement établi par le Gouvernement, il sera redevable au fournisseur qui a introduit la demande de placement du compteur à budget, d'une intervention forfaitaire dont la méthode de calcul du montant est fixée par le Gouvernement après avis de la CWaPE;

d) assurer, à titre temporaire et dans les cas spécifiquement prévus par le Gouvernement, la fourniture des clients finals qui se retrouvent provisoirement sans contrat de fourniture;

e) tenir, au moins une fois par an, une réunion avec les Commissions locales pour l'énergie actives sur leur territoire, dans le but notamment de faire le bilan annuel de leur activité, en ce compris les difficultés éventuelles rencontrées dans le cadre de l'activité des Commissions locales pour l'énergie;

4° en matière de protection de l'environnement, notamment :

a) donner la priorité de raccordement et d'accès au gaz issu de SER pour autant qu'il soit compatible avec le gaz du réseau;

b) procéder gratuitement au raccordement standard pour tout client résidentiel dont les installations sont situées à maximum 8 mètres de la canalisation principale du réseau de distribution majorés de l'éventuelle traversée de voirie.

Le raccordement gratuit est conditionné à un début de prélèvement de gaz à des fins domestiques dans les douze mois qui suivent le raccordement. En dehors de ce délai, le gestionnaire de réseau peut procéder à la facturation de la partie de raccordement qui a fait l'objet de la gratuité;

c) acheter, à la demande des producteurs et dans les limites de leurs besoins propres, en ce compris la fourniture aux clients finals dans les cas prévus par le présent décret, à un prix garanti, et suivant les modalités, définies par le Gouvernement après avis de la CWaPE, du gaz issus de SER produit et injecté dans le réseau de distribution ou de transport par des installations établies en Région wallonne;

d) acheter, à la demande des producteurs, à un prix garanti, et suivant les modalités, définies par le Gouvernement après avis de la CWaPE, des garanties d'origines octroyées au gaz issus de SER produit et injecté dans le réseau de distribution ou de transport, par des installations établies en Région wallonne en application de l'article 34;

e) dans les limites définies au Règlement technique, et suivant les modalités de partage des charges économiques définies par le Gouvernement et publiées dans les tarifs du gestionnaire de réseau, raccorder tout producteur qui en fait la demande, ainsi que construire et exploiter un module d'injection de gaz issu de SER, à la demande du producteur de ce gaz;

5° intégrer dans le plan d'investissement toute extension du réseau de gaz demandée par un tiers intéressé, tant que cet investissement est économiquement justifié pour le gestionnaire de réseau, sur la base des données transmises par ce tiers ou connues du gestionnaire de réseau; le Gouvernement est habilité, après avis de la CWaPE, à définir la méthodologie permettant d'évaluer le caractère économiquement justifié d'une extension de réseau;

6° en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie :

a) prendre toute mesure favorable à l'utilisation rationnelle de l'énergie pour toutes les catégories de clients et assurer à cet égard une information complète des utilisateurs du réseau;

b) proposer des formules tarifaires favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie pour la clientèle, à l'exception de la clientèle participant au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre;

c) informer au minimum une fois par an, le public des primes existantes en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie ou d'énergies renouvelables et des réductions fiscales en la matière;

d) proposer des services énergétiques à des prix compétitifs, en particulier à destination de la clientèle résidentielle socialement défavorisée;

7° placer à la demande de tout client final un compteur adapté à son profil de consommation, aux tarifs publiés conformément à l'article 15; le Gouvernement détermine, après avis de la CWaPE et concertation avec les gestionnaires de réseaux, les obligations des gestionnaires de réseaux en ce qui concerne le placement de compteurs intelligents;

8° assurer l'information des utilisateurs du réseau relative au marché de l'énergie; le Gouvernement peut préciser le contenu et les modes de communication de l'information visée au présent point;

9° assurer les interventions administratives et techniques liées aux obligations de service public, sauf exception expressément identifiée par le Gouvernement, après avis de la CWaPE.

10° développer des facilités de raccordement pour le gaz naturel comprimé au réseau, dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables.

§ 2. S'agissant des demandes d'extension du réseau par des tiers visées au § 1^{er}, 5°, les obligations de service public imposées aux gestionnaires de réseaux tiennent compte des dispositions suivantes.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement arrête la forme et les modalités d'introduction de la demande d'extension du réseau, ainsi que le délai et le contenu minimal de la réponse à charge du gestionnaire de réseau concerné par la demande.

Le gestionnaire de réseau est habilité à constituer une provision comptable pour couverture des charges futures liées aux extensions précitées sans compromettre la compétitivité du tarif d'utilisation du réseau de distribution. L'utilisation de cette provision comptable pourra être intégrée comme une diminution de charge dans le calcul du taux de rentabilité précité; le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de constitution et d'utilisation de cette provision, ainsi que son plafond.

Lorsque l'investissement n'est pas reconnu comme économiquement justifié, toute partie ayant un intérêt dans cette extension de réseau peut proposer sa contribution financière pour que le projet devienne économiquement justifié.

La CWaPE contrôle l'appréciation du gestionnaire de réseau quant au caractère économiquement justifié d'une extension du réseau.

§ 3. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine celles des obligations définies par ou en vertu du § 1^{er} qui s'appliquent au gestionnaire de réseau spécifique. En tout état de cause, l'obligation visée à l'article 32, § 1^{er}, 10 est applicable ».

Comme l'a confirmé la déléguée du Gouvernement, aucune de ces dispositions n'offre un fondement juridique suffisant et adéquat pour mettre en place le mécanisme prévu par le texte en projet, à savoir des aides forfaitaires accordées par la Région wallonne à certains consommateurs de gaz et d'électricité, par le biais d'une intervention de celle-ci dans les factures de gaz et d'électricité et l'affectation du solde budgétaire éventuel au CPAS, en vue d'accorder des aides aux ménages pour des factures déterminées.

Par contre, de l'accord de la déléguée également, il peut trouver un fondement juridique dans l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, qui dispose comme suit :

« § 1^{er}. Afin de permettre à la Région wallonne de réagir à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

§ 2. Les arrêtés prévus au paragraphe 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par la Constitution.

Ces arrêtés peuvent notamment déterminer les sanctions administratives, civiles et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause au moment de l'entrée en vigueur du présent décret ».

Inscrit dans ce cadre juridique, l'arrêté en projet sera numéroté et devra faire l'objet d'une confirmation décrétable ultérieure conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020.

Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 3, § 2, du décret du 17 mars 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge* (1).

2. Il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, qu'un rapport au Gouvernement exposant la portée et les implications concrètes de l'arrêté soit publié en même temps que ce dernier.

3. Enfin, dans l'avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur une proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)' et la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', la section de législation a commenté en ces termes la possibilité pour le pouvoir exécutif de rechercher un fondement juridique à la fois dans des habilitations ordinaires et dans une disposition législative octroyant au pouvoir exécutif des pouvoirs spéciaux :

« 8. La proposition prévoit la confirmation obligatoire de tous les arrêtés pris sur la base de la réglementation proposée, même lorsque cela ne s'avère pas strictement nécessaire d'un point de vue juridique. Ainsi, il est possible que le Roi prenne des mesures ou modifie des dispositions réglementaires qui relèvent déjà de sa compétence en vertu de la législation actuellement en vigueur, mais recherche malgré tout à cet effet un fondement juridique dans l'article 5, § 1^{er}, de la proposition, par exemple parce que celles-ci vont de pair avec des mesures pour lesquelles il faut bel et bien recourir aux pouvoirs spéciaux ou parce que la loi de pouvoirs spéciaux lui permet de passer outre à certaines formalités.

Par l'effet de la confirmation, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne pourront plus être modifiées que par une loi formelle. Le Roi ne pourra plus les modifier d'autorité, même si une disposition légale spécifique l'habilite à prendre des mesures en la matière. Pour ce motif, le Conseil d'État, section de législation, a toujours déconseillé par le passé d'apporter des modifications à des arrêtés d'exécution ordinaires par la voie d'arrêtés de pouvoirs spéciaux (2) ».

Or, en son article 6, l'arrêté en projet entend modifier l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020, en y abrogeant deux phrases.

Cet arrêté du 18 mars 2020 se donne pour fondement juridique, selon son préambule, l'article 33bis/2 du décret du 12 avril 2001. Il ne se donne pas pour fondement le décret du 17 mars 2020 et n'est pas numéroté. Il constitue donc un arrêté réglementaire ordinaire du Gouvernement wallon.

Certes, la modification de celui-ci par un arrêté de pouvoirs spéciaux, fondé sur le décret du 17 mars 2020, n'entraînerait pas les difficultés relevées par la section de législation dans son avis n° 67.142/AG, dès lors qu'il s'agit d'abroger deux phrases au sein de l'article 2 de l'arrêté du 18 mars 2020 et non de modifier celui-ci en y ajoutant des dispositions nouvelles ou en modifiant des dispositions existantes.

Il serait toutefois plus adéquat au regard de la sécurité juridique d'omettre l'article 6 du projet et, le cas échéant, de l'adopter de manière autonome.

Si l'intention de l'auteur du projet est de conférer à l'arrêté du 18 mars 2020 le caractère d'un arrêté de pouvoirs spéciaux, il conviendrait d'intégrer l'ensemble du contenu de l'arrêté du 18 mars 2020 dans un arrêté de pouvoirs spéciaux fondé sur le décret du 17 mars 2020, comme l'est également l'arrêté en projet. Sur ce point, il y a toutefois lieu de rappeler que la section de législation n'a pas été saisie du projet devenu l'arrêté du 18 mars 2020, de même qu'elle n'est pas saisie, par la présente demande d'avis, d'un texte intégrant le contenu de cet arrêté dans un arrêté de pouvoirs spéciaux. Il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer sur celui-ci.

Observations particulières

Préambule

1. Un alinéa 1^{er} nouveau sera inséré, rédigé comme suit :

« Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 1^{er}; ».

2. Les décrets des 12 avril 2001 et 19 décembre 2002 ne pouvant procurer de fondement juridique à l'arrêté en projet ils ne seront pas mentionnés au préambule sous forme de visas, mais peuvent l'être par des considérants.

3. À l'alinéa 7, les mots « 22 avril » seront remplacés par les mots « 20 mai ».

4. Les considérants seront placés, dans le préambule, en suite des visas. Le préambule sera revu en conséquence.

Dispositif

Article 2

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient d'écrire « 30 juin 2020 » en lieu et place de « 30 juin ».

2. À l'alinéa 2, il convient d'écrire « Au plus tard à la date mentionnée à l'alinéa 1^{er} » et de remplacer les mots « à l'issue de ladite période » par les mots « à cette date ».

3. Dès lors que, fondé sur le décret du 17 mars 2020, le texte en projet entend avoir valeur législative, en ajoutant un mécanisme d'aide non prévu aux décrets des 12 avril 2001 et 19 décembre 2002, il n'y a pas lieu de prévoir que celui-ci déroge le cas échéant à telle ou telle autre disposition de nature réglementaire.

Par conséquent, à l'alinéa 4, les mots « Par dérogation à l'article 30ter de l'arrêté relatif au marché de l'électricité et à l'article 33ter de l'arrêté relatif au marché du gaz » seront omis.

Une observation similaire vaut pour l'article 3, alinéa 3.

Article 3

Pour les raisons indiquées aux observations générales et pour plus de clarté, il se recommande de remplacer les mots « à la fin de la période visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars portant sur des mesures urgentes en matière de compteur à budget » par les mots « au terme de la période allant du 18 mars au 30 juin 2020 » ou par les mots « après le 30 juin 2020 ».

Article 4

À l'alinéa 5, il y a lieu de définir la notion de « fournisseur social ».

Le Greffier,
Charles-Henri Van Hove

Le Président,
Martine Baguet

Notes

1 Pour une observation analogue, voir l'avis n° 67.173/2 donné le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du Gouvernement de la Communauté française 'pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf> et l'avis n° 67.348/2 donné le 8 mai 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'relatif au soutien des centres de rencontres et d'hébergement dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19'.

2 *Note de bas de page n° 13 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis C.E. 25.669/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25669>; l'avis C.E. 25.671/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25671>; l'avis C.E. 25.992/1/2/8 du 23 janvier 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 1997 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25992>.

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 42 relatif à l'octroi d'une aide spécifique aux ménages en matière de gaz et d'électricité dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2020;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 14 avril et le 7 mai 2020;

Vu le rapport du 20 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la CWaPE, donné le 29 mai 2020;

Vu l'avis n° 67.470 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973

Vu l'urgence;

Considérant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 33/bis/2, inséré par le décret du 19 juillet 2018;

Considérant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 32, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Considérant la nécessité d'octroyer de manière urgente une aide spécifique à la suite de la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 et ses conséquences en matière de précarité, en particulier énergétique;

Considérant la nécessité de réduire l'insécurité juridique pour les gestionnaires de réseau, les fournisseurs et les ménages concernés en modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget;

Sur proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté relatif au marché de l'électricité : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

2° l'arrêté relatif au marché du gaz : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

3° fournisseur social : gestionnaire de réseau de distribution fournissant le client protégé conformément à l'article 26 de l'arrêté relatif au marché de l'électricité et à l'article 30 de l'arrêté relatif au marché du gaz.

Art. 2. Une aide COVID-19, ponctuelle et exceptionnelle, d'un montant de septante-cinq euros pour le gaz et de cent euros pour l'électricité, est octroyée au client résidentiel disposant d'un compteur à budget actif en date du 30 juin 2020 par l'intermédiaire d'une recharge du compteur à budget. Cette aide est octroyée jusqu'au 30 octobre 2020 inclus. Dès le moment où le client aura repassé sa carte dans son compteur à budget, ce dernier présentera automatiquement un solde positif de 100€ en électricité et 75€ en gaz, et cela indépendamment du solde précédent et/ou des montants rechargés précédemment.

Les gestionnaires de réseau de distribution prennent toutes les mesures pour informer le client sous compteur à budget de la nécessité de venir rapidement passer sa carte dans un point de rechargement, au terme de la période allant du 18 mars au 30 juin 2020, afin de bénéficier de l'aide COVID-19 et éviter une coupure. Ces communications rappellent au client les modalités mises en place par le gestionnaire de réseau de distribution afin de répondre à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget et des conséquences qui en découlent sur sa facture. Les gestionnaires de réseau de distribution rappellent à leurs clients, une fois par mois jusqu'à la fin du mois d'octobre, par tous les moyens de communication appropriés, les modalités d'octroi de l'aide.

Pour les clients sous compteur à budget qui ont bénéficié des modalités mises en place par les gestionnaires de réseau de distribution dans le respect de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 précité, le gestionnaire de réseau de distribution établi et transmet dans les 15 jours le dernier index connu au moment où le client aura repassé sa carte, conformément à l'alinéa 1^{er}, pour bénéficier de l'aide COVID-19.

Le fournisseur adresse au client une facture de régularisation reprenant notamment les consommations qu'il a fournies au client pendant la période du 18 mars au 30 juin. Cette facture est établie dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 30 jours. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop-perçu devra être effectué tel que prévu par les conditions générales du fournisseur et au plus tard dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de sa facture à l'échéance prévue, le fournisseur applique les procédures applicables au client résidentiel en cas de défaut de paiement tel que prévu au chapitre IV, section II, articles 29 à 30 quater pour l'arrêté relatif au marché de l'électricité et au chapitre IV, section II, articles 32 à 33 quater pour l'arrêté relatif au marché du gaz.

Au plus tard le 30 septembre 2020, le Gouvernement adopte, sur proposition du Ministre qui a l'énergie dans ses attributions, sur avis de la CWaPE et en concertation avec les fournisseurs, gestionnaires de réseau de distribution et associations sociales les modalités de remboursement des impayés restant liés aux factures de régularisation prévue à l'alinéa 3.

Par dérogation aux dispositions prévues dans l'arrêté relatif au marché de l'électricité et l'arrêté relatif au marché du gaz, les frais et intérêts réclamés au client pour l'émission et le recouvrement de cette facture sont plafonnés à un maximum de cinq euros par énergie.

Art. 3. La Région prend en charge le coût des aides visées à l'article 2 par le biais d'un article budgétaire spécifique.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie à l'Administration le nombre de clients visés à l'article 2. La notification, transmise en parallèle de l'information visée à l'article 2, alinéa 3, précise par fournisseur, le nombre de clients concernés en distinguant le vecteur gaz d'une part et le vecteur électricité d'autre part.

Le fournisseur, y compris le fournisseur social, notifie à l'Administration, au plus tard le 31 août 2020, une déclaration de créance sur l'honneur précisant le montant global des aides octroyées, ainsi que le nombre de clients bénéficiaires pour le gaz d'une part, et pour l'électricité d'autre part, pour les clients visés à l'article 2, alinéa 3. Pour les autres clients, le fournisseur, y compris le fournisseur social, notifie à l'Administration, au plus tard le 30 novembre 2020, une déclaration de créance sur l'honneur précisant le montant global des aides octroyées, ainsi que le nombre de clients bénéficiaires pour le gaz d'une part, et pour l'électricité d'autre part.

L'administration vérifie aussi vite que possible et au plus tard endéans les 30 jours la concordance avec les informations communiquées par les gestionnaires de réseau de distribution. Après vérification, le montant des aides COVID-19 est remboursé au fournisseur et au fournisseur social dans les 30 jours.

Art. 4. Une intervention complémentaire de la Région d'un montant de 1,7 million € ainsi que le solde budgétaire éventuel subsistant après remboursement conformément à l'article 3, alinéa 3, auprès des fournisseurs et fournisseurs sociaux est affecté aux C.P.A.S., proportionnellement aux nombres de bénéficiaires du revenu d'intégration en vue d'intervenir dans le paiement des factures d'électricité ou de gaz des ménages précarisés.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée, après enquête sociale du C.P.A.S., notamment pour les factures visées à l'article 2, alinéa 3, des ménages, ainsi que pour les factures des clients non protégés fournis par le gestionnaire de réseau de distribution en vertu de l'article 31, § 5, de l'arrêté relatif au marché de l'électricité ou de l'article 34 § 6, de l'arrêté relatif au marché du gaz.

Art. 5. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière de compteur à budget, remplacé par erratum le 2 avril 2020, les phrases « L'ensemble des procédures de placement de compteurs à budget en cours sont annulées. Les clients restent alimentés par leur fournisseur selon leur contrat actuel. » sont abrogées.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41783]

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 42 betreffende de toekenning van specifieke steun aan de gezinnen inzake gas en elektriciteit in het kader van de sanitaire crisis COVID-19

VERSLAG AAN DE WAALSE REGERING,

1. Algemene presentatie

Op 22 april heeft de Regering besloten een eenmalige steun van 100 euro toe te kennen aan gezinnen die zijn uitgerust met een elektriciteitsbudgetmeter en 75 euro aan gezinnen die zijn uitgerust met een gasbudgetmeter om hen te helpen de schuld af te lossen die zij tijdens de lockdownperiode bij hun leverancier zullen hebben aangegaan. In dit decreet wordt voorgesteld deze steun te verlenen door middel van een nieuwe lading van de budgetmeter.

De steun kan tot 30 oktober worden verleend. Als sommige gezinnen hun steun niet volgens plan terugvorderen, zal het begrotingssaldo worden toegewezen aan de OCMW's, die extra steun kunnen verlenen aan gezinnen die onder de budgetmeter zitten en die moeite hebben om hun schuld bij hun leverancier af te lossen. Bovendien wordt steun verleend aan preciaire gezinnen die worden getroffen door een procedure voor de installatie van een budgetmeter vóór 18 maart en die vanwege de lockdownperiode in levering X zijn gehouden. Deze steun zal ook worden verleend via het OCMW.

2. Commentaar op de artikelen

In artikel 2, eerste alinea, worden de bepalingen vastgesteld voor de toekenning van de steun via de budgetmeter en voor de aanpassing van de meter op het ogenblik van de toekenning van de steun. In het tweede paragraaf worden de verplichtingen van de distributienetbeheerders gespecificeerd met betrekking tot het informeren van de afnemers over de bepalingen die zijn vastgesteld om te voldoen aan artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter. Ook wordt bepaald dat de gezinnen één keer per maand op de hoogte moeten worden gebracht van de wijze waarop de steun wordt verleend.

In de paragrafen 3 en 4 worden de procedures beschreven voor het opstellen van de meting van het verbruik voor gezinnen die gebruik hebben gemaakt van de in het bovengenoemde BWR opgenomen regelingen, en voor leveranciers om binnen 30 dagen een regularisatiefactuur te sturen met vermelding van het verbruik voor de periode waarin de vooruitbetaling werd opgeschort. Paragraaf 4 bepaalt dat de leverancier bij een positief saldo het saldo moet terugbetalen binnen een termijn die in overeenstemming is met zijn algemene voorwaarden en niet later dan 30 dagen.

In paragraaf 5 worden de procedures gespecificeerd die van toepassing zijn in geval van niet-betaling van de regularisatiefactuur. De gebruikelijke procedures (herinnering, ingebrekestelling, afsluiting van een betalingsplan) zijn van toepassing op de regularisatiefactuur. In afwijking van de gebruikelijke regels worden de kosten in verband met deze procedures beperkt tot een maximum van 5 euro per energie, zoals gespecificeerd in paragraaf 7.

Paragraaf 6 voorziet in de vaststelling door de regering van regelingen voor de terugbetaling van de onbetaalde sommen van deze regularisatiefactuur.

In artikel 3 worden de voorwaarden vastgesteld waaronder de distributienetbeheerders het aantal klanten dat bijstand heeft ontvangen, moeten registreren en rapporteren, en deze informatie aan de leveranciers en de administratie moet worden meegedeeld. Ook worden de procedures voor de toezending van de aangiften van schuldvordering van de leverancier en sociale leverancier aan de administratie, de controle van deze aangiften en de betaling ervan door de administratie gespecificeerd.

Artikel 4 bepaalt dat aan de OCMW's specifieke middelen ter beschikking worden gesteld, op basis van het aantal gezinnen dat binnen hun gemeente het leefloon geniet, om gezinnen die uitgerust zijn met een budgetmeter te helpen bij de terugbetaling van de restschuld van de bovenvermelde regularisatiefactuur, of preciaire gezinnen die betrokken zijn bij een procedure voor de installatie van een budgetmeter vóór 18 maart 2020.

In artikel 5 wordt de zin "Alle lopende procedures tot plaatsing van een budgetmeter worden geannuleerd. Afnemers blijven door hun leverancier overeenkomstig hun huidig contract bevoorrad." van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter, vervangen door erratum op 2 april 2020, opgeheven. Deze opheffing werd noodzakelijk gemaakt door de aanzienlijke operationele kosten die deze bepaling voor de netwerkbeheerders en -leveranciers met zich meebracht. Het had ook kunnen leiden tot onbegrip bij de betrokken afnemers, vanwege tegenstrijdige informatie over hun situatie, en tot extra kosten voor deze huishoudens, die verband houden met de inning van bestaande schulden bij hun leverancier.

Advies van de Raad van State nr. 67.470/4 van 2 juni 2020**Afdeling Wetgeving**

Op 25 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'betreffende de toekenning van specifieke steun aan de gezinnen inzake gas en elektriciteit in het kader van de sanitaire crisis COVID-19'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"De reden voor de dringendheid is als volgt:

Gelet op de dringende noodzaak om specifieke steun te verlenen na de uitzonderlijke gezondheids crisis in verband met COVID-19 en de gevolgen daarvan in termen van onzekerheid, met name op energetisch vlak; gelet op de noodzaak om de rechtonzekerheid voor de betrokken netbeheerders, leveranciers en gezinnen te verminderen door de wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter".

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerpbesluit beoogt de invoering van steun ten gunste van bepaalde gas- en elektriciteitsverbruikers in de vorm van steun van het Waals Gewest ten belope van 75 of 100 EUR, naargelang het geval, voor de kosten van de gas- en elektriciteitsfactuur. Volgens artikel 5 van het project wordt het eventuele saldo van de begroting dat overblijft na de betaling van deze financiële tegemoetkomingen, na een sociaal onderzoek, toegewezen aan het OCMW's voor de in artikel 2, lid 3, van het project bedoelde facturen, met het oog op de betaling van de elektriciteits- of gasfacturen van preciaire gezinnen.

Hij is tevens voornemens artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 'betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter' te wijzigen door de volgende zinnen op te heffen:

"Alle lopende procedures tot plaatsing van een budgetmeter worden geannuleerd. Afnemers blijven door hun leverancier overeenkomstig hun huidige contract bevoorradt".

2. De rechtsgrond voor het ontwerpbesluit is artikel 33bis/2 van het decreet van 12 april 2001 'betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt' en artikel 32 van het decreet van 19 december 2002 'betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt'.

Artikel 33bis/2 van het decreet van 12 april 2001 bepaalt het volgende:

"Tijdens weekend- en avondperiodes mag de levering van elektriciteit door de distributienetbeheerder niet worden onderbroken als gevolg van het gebruik van de voorafbetalingfunctie. De Regering bepaalt deze periodes en de invorderingsmodaliteiten".

Artikel 32 van het decreet van 19 december 2002 luidt als volgt:

"§ 1. Na advies van de CWaPE legt de Regering de netbeheerders duidelijk gedefinieerde, transparante, niet-discriminatoire openbare dienstverplichtingen op waarvan de inachtneming door de CWaPE wordt gecontroleerd. Het gaat onder andere om de volgende verplichtingen :

1° de veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de gasleveringen verzekeren;

2° inzake dienstverlening aan de gebruikers :

a) onverminderd 5°, op het net elke eindafnemer die het vraagt, aansluiten tegen de prijzen die in overeenstemming met artikel 15 worden bekendgemaakt;

b) de meet- en teltoestellen installeren en het geheel van de meet- en telgegevens beheren die nodig zijn voor het beheer van het net en de marktprocessen;

c) een doeltreffende klachtendienst verzekeren;

d) de doelstellingen eerbiedigen inzake prestaties die de CWaPE in overleg met de netbeheerders heeft gedefinieerd, op zijn minst wat betreft de gegevensuitwisseling met de leveranciers, de aanvragen voor aansluiting of wijziging van de aansluiting [2 , met inbegrip van de plaatsing van de budgetmeters, het beheer van de klachten van de gebruikers van het net en het beheer van de vergoedingsaanvragen en de procedure die er recht op geeft, de respectievelijke prestaties van elke distributienetbeheerder t.o.v. deze doelstellingen wordt jaarlijks bekendgemaakt door de CWaPE

e) (...)

f) de mededeling verzekeren van de meetgegevens om elke afnemer toe te laten om de rechten uit te oefenen die hij verwerft door het feit dat hij in aanmerking komt;

g) de last dragen betreffende de financiële waarborg die artikel 25quinquies, §2 met uitzondering van de last voor de waarborg die wordt samengesteld om de vergoedingen bij zware fout te verzekeren, alsook de beheerkosten van de vergoedingsmechanismen van afdeling III van Hoofdstuk IV;

h) de indexopmetingen van de afnemers valideren en overmaken aan de leverancier op basis van een periodiciteit die minstens drie maanden bedraagt, voor informatie doeleinden of voor een simulatie van het verbruik of voor aanpassingen van de voorschotten rekening houdend met het afvlakken van het verbruik over 12 maanden;

i) (...)

j) voorzien in de aangepaste structuur zodat elke wijziging van transmissienetgebruiker binnen drie weken na ontvangst van de aanvraag wordt uitgevoerd."

3° op sociaal niveau, met name :

a) de door de Regering gedefinieerde maatregelen nemen wanneer een eindafnemer verzuimt te betalen aan zijn leverancier;

b) de levering van gas aan de beschermde afnemers tegen het sociaal tarief verzekeren; het eventueel verschil vastgesteld tussen het sociaal tarief toegepast op de gewestelijke beschermde afnemer bedoeld in artikel 31bis, § 1, 2° en 3°, en § 2, en het sociaal tarief toegepast op de federaal beschermde afnemer bedoeld in artikel 31bis, § 1, 1°, blijft ten laste van de netbeheerder

c) de plaatsing van en budgetmeter verzekeren overeenkomstig artikel 31ter. Als de distributienetbeheerder, om redenen die voortvloeien uit gebreken die aan hem toe te schrijven zijn, de plaatsingstermijn vastgelegd door de Regering overschrijdt, zal hij de leverancier die de plaatsingsaanvraag voor budgetmeter heeft ingediend, een forfaitaire tegemoetkoming verschuldigd zijn waarvan de berekeningsmethode van het bedrag wordt bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;

d) tijdelijk en in specifieke gevallen die de Regering voorziet, de levering verzekeren aan eindafnemers die tijdelijk geen leveringsovereenkomst hebben;

e) ten minste een maal per jaar een vergadering houden met de plaatselijke commissies voor energie die op hun grondgebied actief zijn, om een jaarverslag op te stellen van hun activiteiten inclusief de eventuele problemen die in het kader van de activiteiten van de plaatselijke commissies voor energie kunnen ontstaan;

4° inzake milieubescherming, met name :

a) voorrang geven inzake aansluiting en toegang aan gas van HEB voor zover deze compatibel is met het gas uit het net;

b) gratis elke residentiële afnemer waarvan de installaties maximaal 8 meter van de hoofdleiding van het distributienet verhoogd met de eventuele wegovergang liggen, aansluiten.

De aansluiting is kosteloos indien de gasafname voor huishoudelijk gebruik binnen twaalf maanden na de aansluiting begint. Buiten die termijn kan de netbeheerder overgaan tot de facturatie van het kosteloze aansluitingsdeel.

c) op verzoek van de producenten en binnen de perken van hun eigen behoeften, met inbegrip van de levering aan de eindafnemers in de gevallen bedoeld in dit decreet, gas uit hernieuwbare energiebronnen geproduceerd en geïnjecteerd in het distributie- of transmissienet door installaties gevestigd in het Waalse Gewest tegen een gewaarborgde prijs kopen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;

d) op verzoek van de producenten, garanties van oorsprong toegekend aan het gas uit hernieuwbare energiebronnen geproduceerd en geïnjecteerd in het distributie- of transmissienet door overeenkomstig artikel 34 in het Waalse Gewest gevestigde installaties tegen een gewaarborgde prijs kopen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering na advies van de CWaPE;

e) binnen de perken bepaald in het technisch reglement en volgens de verdelingsmodaliteiten van de economische lasten bepaald door de Regering en bekendgemaakt in de tarieven van de netbeheerder, elke producent die erom verzoekt aansluiten en een injectiemodule van gas uit hernieuwbare energiebronnen op verzoek van de producent van dat gas uitwerken en exploiteren”;

5° elke uitbreiding van het gasnet, die door derden die geïnteresseerd zijn, wordt gevraagd in het investeringsplan integreren, voor zover deze investering economisch gemotiveerd is voor de netbeheerder, op basis van de gegevens die door deze derde persoon worden verstuurd of die door de netbeheerder gekend zijn; na advies van de CWaPE wordt de Regering ertoe gemachtigd om de methodologie waarmee het economisch gemotiveerde karakter van een uitbreiding van het net kan worden beoordeeld, te bepalen;

6° inzake het rationele gebruik van energie :

a) alle maatregelen nemen ter bevordering van het rationele gebruik van energie voor alle categorieën afnemers en in dit opzicht de complete voorlichting van de gebruikers van het net verzekeren;

b) tariefformules die het rationele gebruik van energie bevorderen aan de afnemers voorstellen, met uitzondering van de afnemers die deelnemen aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

c) het publiek ten minste éénmaal per jaar inlichten over de bestaande premies voor het rationele gebruik van energie of hernieuwbare energie en over de belastingsverminderingen terzake;

d) energiediensten tegen competitieve prijzen aanbieden, inzonderheid voor sociaal zwakkere residentiële afnemers;

7° op verzoek van elke eindafnemer een aan zijn verbruiksprofiel aangepaste meter plaatsen, tegen het tarief dat in overeenstemming met artikel 15 wordt bekendgemaakt. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering in overleg met de netbeheerders, de verplichtingen van de netbeheerders wat de plaatsing van intelligente meters betreft;

8° de voorlichting van de gebruikers van het net betreffende de energiemarkt verzekeren; de Regering kan de inhoud en de communicatiewijzen van de informatie bedoeld in dit punt nader bepalen;

9° de administratieve en technische interventies betreffende de openbare dienstverplichtingen verzekeren, behoudens uitzondering die de Regering na advies van de CWaPE uitdrukkelijk identificeert;

10° aansluitingsfaciliteiten voor het samengeperst aardgas ontwikkelen onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.

§ 2. Wat betreft de verzoeken tot uitbreiding van het net door derden zoals bepaald in § 1, 5°, houden de verplichtingen van het overheidsbedrijf, die aan de netbeheerders werden opgelegd, rekening met de volgende bepalingen.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de vorm en de inleidende modaliteiten van het verzoek tot uitbreiding van het net, evenals de termijn en de minimale inhoud van het antwoord ten laste van de netbeheerder die het verzoek heeft ingediend.

De netbeheerder is bevoegd om een boekhoudkundige reserve aan te leggen om de toekomstige kosten van de hiervoor genoemde uitbreidingen te betalen, zonder de concurrentiekracht van het verbruikstarief van het distributienet in gevaar te brengen. Het gebruik van deze boekhoudkundige reserve kan als een kostenvermindering in de berekening van bovengenoemd rendement geïntegreerd. De Regering bepaalt de procedure en de constructie- en gebruiksmodaliteiten van deze reserve, evenals het maximum ervan.

Wanneer de investering niet als economisch gemotiveerd wordt erkend, kan elke partij die in deze netuitbreiding een belang heeft, zijn financiële bijdrage voorstellen opdat het project economisch gemotiveerd wordt.

De CWaPE controleert of de netbeheerder de economische gemotiveerdheid van een netuitbreiding correct heeft beoordeeld.

§ 3. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de door of krachtens § 1, gedefinieerde verplichtingen die van toepassing zijn op de respectieve netbeheerder. De in artikel 32, § 1, 1°, bepaalde verplichting is in ieder geval van toepassing”.

Zoals de afgevaardigde van de Regering heeft bevestigd, biedt geen van deze bepalingen een toereikende en adequate rechtsgrond voor de invoering van het mechanisme waarin de ontwerptekst voorziet, namelijk de forfaitaire steun die door het Waalse Gewest aan bepaalde gas- en elektriciteitsverbruikers wordt toegekend door middel van een tussenkomst van het Gewest in de gas- en elektriciteitsfacturen en de toewijzing van een eventueel begrotingsaldo aan het OCMW, met het oog op de toekenning van steun aan de gezinnen voor specifieke facturen.

Anderzijds kan hij, eveneens met instemming van de afgevaardigde, een rechtsgrond vinden in artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 ‘tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19’, dat het volgende bepaalt:

”§ 1. Om de Waalse Regering in staat te stellen te reageren op de pandemie COVID-19, kan de Regering alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar.

§ 2. De besluiten bepaald in paragraaf 1 kunnen de vigerende decretale bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen zelfs in de aangelegenheden die bij de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet voorbehouden zijn.

Deze besluiten kunnen met name de administratieve, burgerrechtelijke en strafrechtelijke straffen bepalen die van toepassing zijn op de overtreding ervan.

De strafrechtelijke sancties mogen geen straffen bevatten die hoger zijn dan die, welke de aangevulde, gewijzigde of vervangen wetgeving verbindt aan de desbetreffende overtredingen op het ogenblik van inwerkingtreding van dit decreet.

In dit wettelijk kader zal het ontwerp-besluit worden genummerd en zal het worden onderworpen aan een latere decreetale bevestiging overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020.

De Regering zal niet uit het oog verliezen dat, overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 17 maart 2020, het ontwerp van besluit aan de Voorzitter van het Parlement zal worden meegedeeld vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* (1).

2. Er wordt voorgesteld, zelfs als artikel 3*bis*, § 1, lid 2, van de gecoördineerde wetten "betreffende de Raad van State" het niet formeel voorschrijft, om tegelijk met het besluit een verslag aan de regering te publiceren waarin de draagwijdte en de concrete gevolgen van het besluit worden uiteengezet.

3. Ten slotte, in advies nr. 67.142/AG gegeven op 25 maart 2020 over een voorstel dat de Wet van 27 maart 2020 "die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)" en de Wet van 27 maart 2020 "die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)" is geworden, heeft de afdeling Wetgeving in deze bewoordingen commentaar gegeven op de mogelijkheid voor de Uitvoerende macht om een rechtsgrond te zoeken, zowel in gewone machtigheden als in een wettelijke bepaling die de Uitvoerende macht bijzondere bevoegdheden toekent:

"8. Er wordt voorzien in de verplichte bekrachtiging van alle besluiten die op grond van de voorgestelde regeling worden genomen, ook wanneer dit vanuit juridisch oogpunt niet strikt noodzakelijk is. Zo is het mogelijk dat de Koning maatregelen neemt of wijzigingen aanbrengt in reglementaire bepalingen die reeds op grond van de actueel geldende wetgeving tot zijn bevoegdheid behoren, maar daarbij toch rechtsgrond zoekt in artikel 5, § 1, van het voorstel, bijvoorbeeld omdat deze samenhangen met maatregelen waarvoor wel degelijk een beroep moet worden gedaan op de bijzondere machten of omdat de bijzonderemachtenwet hem toelaat voorbij te gaan aan bepaalde vormvereisten.

Als gevolg van de bekrachtiging verkrijgen alle bij bijzonderemachtenbesluit vastgestelde of gewijzigde bepalingen kracht van wet. Zij kunnen daarna enkel nog worden gewijzigd door middel van een formele wet. De Koning zal ze niet meer eigenmachtig kunnen wijzigen, zelfs niet indien een specifieke wetsbepaling hem machtigt om ter zake maatregelen te nemen. Om die reden heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het verleden steeds afgeraden om in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluiten (2)".

Artikel 6 van het ontwerpbesluit beoogt de wijziging van artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 18 maart 2020 door de opheffing van twee zinnen.

Dit decreet van 18 maart 2020 heeft volgens zijn aanhef artikel 33*bis*/2 van het decreet van 12 april 2001 als rechtsgrondslag. Het is niet gebaseerd op het decreet van 17 maart 2020 en is niet genummerd. Het gaat dus om een gewoon reglementair besluit van de Waalse regering.

Weliswaar zou de wijziging van deze laatste door middel van een besluit van bijzondere machten, gebaseerd op het decreet van 17 maart 2020, niet de moeilijkheden veroorzaken die de afdeling Wetgeving in haar advies nr. 67.142/AG heeft vastgesteld, aangezien het de bedoeling is twee zinnen van artikel 2 van het besluit van 18 maart 2020 op te heffen en deze niet te wijzigen door nieuwe bepalingen toe te voegen of bestaande bepalingen te wijzigen. Weliswaar zou de wijziging van deze laatste door middel van een besluit van bijzondere machten, gebaseerd op het decreet van 17 maart 2020, niet de moeilijkheden veroorzaken die de afdeling Wetgeving in haar advies nr. 67.142/AG heeft vastgesteld, aangezien het de bedoeling is twee zinnen van artikel 2 van het besluit van 18 maart 2020 op te heffen en deze niet te wijzigen door nieuwe bepalingen toe te voegen of bestaande bepalingen te wijzigen.

Vanuit het oogpunt van rechtszekerheid zou het echter beter zijn om artikel 6 van het ontwerp weg te laten en het zo nodig autonoom goed te keuren.

Indien de auteur van het ontwerp het besluit van 18 maart 2020 het karakter van een besluit van bijzondere machten wil geven, moet de volledige inhoud van het besluit van 18 maart 2020 worden opgenomen in een besluit van bijzondere machten dat gebaseerd is op het decreet van 17 maart 2020, net zoals het ontwerpbesluit. Op dit punt moet er echter aan worden herinnerd dat het ontwerp dat het besluit van 18 maart is geworden niet is aanhangig gemaakt bij de afdeling Wetgeving. In deze aanvraag om advies is de tekst waarin de inhoud van dit besluit in een besluit van bijzondere machten is opgenomen, ook niet aanhangig gemaakt bij de afdeling Wetgeving. Het is dus niet aan de afdeling Wetgeving om zich hierover uit te spreken.

bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Er wordt een nieuw eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, artikel 1;:"

2. Aangezien de decreten van 12 april 2001 en 19 december 2002 geen rechtsgrond voor het ontwerpbesluit kunnen bieden, zullen zij niet in de aanhef worden vermeld in de vorm van een aanhefverwijzing, maar kunnen zij wel worden vermeld in de consideransen.

3. In lid 7, worden, in de Franse ontwerpversie, de woorden "22 avril" vervangen door de woorden "20 mai".

4. De consideransen worden in de aanhef na de aanhefverwijzing geplaatst. De aanhef zal dienovereenkomstig worden herzien.

Beschikkend gedeelte

Artikel 2.

1. In het eerste lid, in de Franse ontwerpversie, moet "30 juin 2020" worden geschreven in plaats van "30 juin".

2. In het tweede lid, dient, in de Franse ontwerpversie, te worden geschreven "Au plus tard à la date mentionnée à l'alinéa 1er" en moeten de woorden "à l'issue de ladite période" worden vervangen door de woorden "à cette date".

3. Aangezien de ontwerp tekst op basis van het decreet van 17 maart 2020 een wetgevende waarde moet hebben door een steunmechanisme toe te voegen waarin de decreten van 12 april 2001 en 19 december 2002 niet voorzien, hoeft niet te worden voorzien in de mogelijkheid om in voorkomend geval af te wijken van enige andere bepaling met een regelgevend karakter.

Bijgevolg worden in lid 4, in de Franse ontwerpversie, de woorden "Par dérogation à l'article 30ter de l'arrêté relatif au marché de l'électricité et à l'article 33ter de l'arrêté relatif au marché du gaz" weggelaten.

Een gelijksoortige bemerking geldt voor artikel 3, derde lid.

Artikel 3.

Om de redenen vermeld in de algemene opmerkingen en voor een grotere duidelijkheid is het aanbevolen om, in de Franse ontwerpversie, de woorden "à la fin de la période visée à l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars portant sur des mesures urgentes en matière de compteur à budget " au terme de la période allant du 18 mars au 30 juin 2020 » of door de woorden " après le 30 juin 2020 ".

Artikel 4.

In lid 5 moet, in de Franse ontwerpversie, het begrip "fournisseur social" worden gedefinieerd.

De Griffier,
Charles-Henri Van Hove

De Voorzitter,
Martine Baguet

Nota's

1 Voor een soortgelijke opmerking, zie advies nr. 67.173/2 van 1 april 2020 over een ontwerp dat het besluit van bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap is geworden "afgegeven ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis in verband met het COVID-19 coronavirus met betrekking tot de oprichting van een nood- en ondersteuningsfonds", <http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67173.pdf> en advies nr. 67.348/2 van 8 mei 2020 over een ontwerpbesluit van de Regering van de Franse Gemeenschap "betreffende de ondersteuning van ontmoetings- en opvangcentra in het kader van de gezondheids crisis Covid 19".

2 Zie met name advies r.v.st 25.669/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat het Koninklijk Besluit van 18 november 1996 'strekking tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' is geworden, <http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/25669>; advies r.v.st 25.671/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 18 november 1996 'houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' is geworden, <http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/25671>; advies r.v.st. 25.992/1/2/8 van 23 januari 1997 over een voorontwerp dat de wet van 13 juni 1997 is geworden 'tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels', <http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/25992>.

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 42 betreffende de toekenning van specifieke steun aan de gezinnen inzake gas en elektriciteit in het kader van de sanitaire crisis COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19, artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 mei 2020;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april en 7 mei 2020;

Gelet op het rapport van 20 mei 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de CWaPE, gegeven op 29 mei 2020;

Gelet op het advies 67.470 van de Raad van State gegeven op 2 juni 2020 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 33/bis/2, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 32, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op de dringende noodzaak om specifieke steun te verlenen na de uitzonderlijke sanitaire crisis in verband met COVID-19 en de gevolgen daarvan in termen van onzekerheid, met name op het gebied van energie;

Gelet op de noodzaak om de rechtsonzekerheid voor de betrokken netbeheerders, leveranciers en gezinnen te verminderen door de wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het besluit betreffende de elektriciteitsmarkt : het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

2° het besluit betreffende de gasmarkt: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt

3° sociale leverancier : distributienetbeheerder die aan de beschermde afnemer levert overeenkomstig artikel 26 van het decreet betreffende de elektriciteitsmarkt en artikel 30 van het decreet betreffende de gasmarkt.

Art. 2. Een eenmalige en uitzonderlijke steun COVID-19, ten bedrage van vijftienzeventig euro voor gas en honderd euro voor elektriciteit, wordt per 30 juni 2020 toegekend aan de residentiële afnemer met een actieve budgetmeter door middel van een budgetmetervulling. Deze steun wordt verleend tot en met 30 oktober 2020. Zodra de klant zijn kaart weer in zijn budgetmeter heeft gestoken, toont deze automatisch een positief saldo van € 100 aan elektriciteit en € 75 aan gas, ongeacht het vorige saldo en/of de eerder opgeladen bedragen.

De distributienetbeheerders nemen alle maatregelen om de afnemer met een budgetmeter op de hoogte te brengen van de noodzaak om zijn kaart aan het einde van de periode van 18 maart tot 30 juni 2020 snel te vegen op een oplaadpunt, om te kunnen genieten van de COVID-19-steun en om een onderbreking te voorkomen. Deze mededelingen herinneren de afnemer aan de voorwaarden die de distributienetbeheerder heeft opgesteld om te voldoen aan artikel 1 van het besluit van de Waalse regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter en de gevolgen daarvan op zijn factuur. De distributienetbeheerders herinneren hun afnemers tot eind oktober één keer per maand met alle passende communicatiemiddelen aan de voorwaarden voor de toekenning van de steun.

Voor afnemers met budgetmeters die hebben geprofiteerd van de voorwaarden die de distributienetbeheerders hebben opgesteld in overeenstemming met artikel 1 van het voornoemde besluit van de Waalse regering van 18 maart 2020, stelt de distributienetbeheerder de laatst bekende index op het moment dat de afnemer zijn kaart heeft gebruikt, overeenkomstig lid 1, op en zendt deze binnen 15 dagen door om te kunnen profiteren van de COVID-19-steun.

De leverancier stuurt de afnemer een regularisatiefactuur met het verbruik dat hij in de periode van 18 maart tot 30 juni aan de afnemer heeft geleverd. Deze factuur wordt zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 30 dagen opgesteld. In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden zoals voorzien in de algemene voorwaarden van de leverancier en dit uiterlijk binnen dertig dagen volgend op de datum van de regularisatie factuur.

Wanneer de afnemer het bedrag van zijn factuur niet op de vervaldag heeft betaald, past de leverancier de procedures toe die van toepassing zijn op de residentiële afnemer in geval van niet-betaling, zoals uiteengezet in hoofdstuk IV, afdeling II, artikelen 29 tot 30 quater voor het besluit betreffende de elektriciteitsmarkt en hoofdstuk IV, afdeling II, artikelen 32 tot 33 quater voor het besluit betreffende de gasmarkt.

Uiterlijk op 30 september 2020 stelt de regering, op voorstel van de minister bevoegd voor energie, op advies van CWaPE en in overleg met de leveranciers, de distributienetbeheerders en de sociale verenigingen, de voorwaarden vast voor de terugbetaling van de onbetaalde sommen die nog verband houden met de in lid 3 bedoelde regularisatiefacturen.

In afwijking van de bepalingen van het besluit betreffende de elektriciteitsmarkt en het Besluit betreffende de gasmarkt, zijn de kosten en interesten die aan de afnemer worden aangerekend voor de uitgifte en inning van deze factuur geplafonneerd op een maximum van vijf euro per energie.

Art. 3. Het Gewest neemt de kosten van de in artikel 2 bedoelde steun voor zijn rekening via een specifiek begrotingsartikel.

De distributienetbeheerder stelt de Administratie in kennis van het in artikel 2 bedoelde aantal afnemers. In de kennisgeving, die samen met de in artikel 2, lid 3, bedoelde informatie wordt toegezonden, wordt per leverancier het aantal betrokken afnemers vermeld, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de gasvector enerzijds en de elektriciteitsvector anderzijds.

De leverancier, met inbegrip van de sociale leverancier, stelt de administratie uiterlijk op 31 augustus 2020 in kennis van een aangifte van schuldvordering op erewoord met vermelding van het totale bedrag van de verleende steun en het aantal begunstigde afnemers voor gas enerzijds en voor elektriciteit anderzijds, voor de in artikel 2, lid 3, bedoelde afnemers. Voor de andere afnemers stelt de leverancier, met inbegrip van de sociale leverancier, de administratie uiterlijk op 30 november 2020 in kennis van een aangifte van schuldvordering op erewoord met vermelding van het totale bedrag van de toegekende steun en het aantal afnemers dat de steun voor gas enerzijds en voor elektriciteit anderzijds heeft ontvangen.

De administratie controleert zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 30 dagen de samenhang met de door de distributienetbeheerders verstreekte informatie. Na controle wordt het bedrag van de COVID-19 steun binnen 30 dagen aan de leverancier en de sociale leverancier terugbetaald.

Art. 4. Een bijkomende tussenkomst van het Gewest ten belope van 1,7 miljoen euro, alsook het eventuele saldo van het budget dat overblijft na de terugbetaling overeenkomstig artikel 3, lid 3, bij de leveranciers en sociale leveranciers, wordt toegekend aan het O.C.M.W., in verhouding tot het aantal begunstigten van het leefloon, om in te grijpen in de betaling van de elektriciteits- of gasrekeningen van preciaire gezinnen.

De in lid 1 bedoelde tussenkomst wordt uitgevoerd na een sociaal onderzoek door het OCMW, met name voor de facturen bedoeld in artikel 2, lid 3, van de gezinnen, alsook voor de facturen van de onbeschermde afnemers die door de distributienetbeheerder worden bevoorradet overeenkomstig artikel 31, § 5, van het decreet betreffende de elektriciteitsmarkt of artikel 34, § 6, van het decreet betreffende de gasmarkt.

Art. 5. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 betreffende de noodmaatregelen inzake de budgetmeter, vervangen door erratum op 2 april 2020, worden de zinnen “Alle lopende procedures tot plaatsing van een budgetmeter worden geannuleerd. Afnemers blijven door hun leverancier overeenkomstig hun huidig contract bevoorrad.” opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41784]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d’information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l’Environnement

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire liée au COVID-19 et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d’activité sur le territoire de la Région wallonne. En tout état de cause, elles visent à limiter, dans une mesure variable en fonction de directives données au niveau du Gouvernement fédéral, les contacts interpersonnels.

Ainsi, si les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité, les rassemblements demeurent actuellement interdits, dans une large mesure, pour des raisons évidentes de santé publique. Les mesures visant à limiter les rassemblements seront, par ailleurs, vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national.

Or, de telles mesures risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions imposées par le Livre I^{er} du Code de l’environnement, notamment la réunion d’information préalable (RIP) prévue pour certains dossiers de permis.

Les projets visés sont les projets de catégorie B au sens de l’article D.29-1, § 4, b, du Livre I^{er} du Code de l’environnement. De tels projets, notamment les demandes de permis soumises à étude d’incidences, ne peuvent être postposés sur un long terme, sous peine de retarder considérablement leur mise en œuvre. Certains de ces projets sont d’une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu’elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique. D’autres sont nécessaire à la vie des entreprises et au développement économique et social de la Région wallonne. Les projets de catégorie C sont également visés, même si, dans leur cas, la formalité de la RIP n’est pas automatique.

Il apparaît dès lors nécessaire d’organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour.

Dans le dispositif actuellement en vigueur, cette réunion a une double fonction. Elle doit permettre au public de s’informer sur le projet soumis à la RIP, le cas échéant en posant des questions au demandeur et à son chargé d’étude, afin de faire valoir ses observations en connaissance de cause. Elle doit également permettre une certaine forme d’interaction en permettant au public de s’informer au mieux d’un futur projet.

En ce sens, elle constitue une mesure d’information préparatoire à la réaction du public qui peut s’exercer dans la période de quinze jours qui suit.

En vertu de l’article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ceci permet de redéfinir le cadre, à titre temporaire, des réunions d’information préalable du public en recourant, au besoin, à des formes dématérialisées permettant d’obvier à l’exigence de rassemblement inhérente à ce type de réunions.

La section législation du Conseil d’Etat a émis son avis 67.526/4 en date du 9 juin 2020.

Le projet d’arrêté de pouvoirs spéciaux a été revu pour justifier que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement déterminée au regard, d’une part, des incertitudes qui entourent le déconfinement, en particulier la possibilité d’organiser des rassemblements, et du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l’application du dispositif autorisé, et d’autre part des limites auxquelles l’article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu’il attribue au Gouvernement. L’habilitation au Gouvernement que suggère le Conseil d’Etat a cependant été introduite dans le dispositif en conférant au Gouvernement la possibilité de réduire la période d’application de la procédure virtuelle dans la mesure où la situation de crise le justifierait. Tout risque d’une application excessive du dispositif proposé est en conséquence exclu.